



## Communiqué de presse de la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie CGT

### Visite de François Hollande à Florange :

Le président de la république s'est rendu ce lundi 17 octobre sur le site de Florange, avec la volonté de démontrer le respect des engagements entre l'Etat et ArcelorMittal, définis dans l'accord de novembre 2012, concernant l'avenir de Florange.

La CGT a organisé à cette occasion un rassemblement devant le site, afin non seulement de prouver le non respect de ces engagements, mais aussi pour tirer le bilan des 10 ans de gestion Mittal en France.

Seulement un tiers des investissements promis à l'époque présentent un caractère stratégique pour le site. Concernant la gestion du personnel, il reste encore des salariés sans affectation définitive et privés de mesures financières d'accompagnement. De plus, nous constatons un solde négatif sur l'emploi en 2015, et un plan de compétitivité visant à détruire à nouveau, sur Florange, 300 emplois d'ici à 2020.

Faut-il rappeler que l'arrêt de la filière liquide aura considérablement impacté les salariés sous-traitants et fournisseurs sur le territoire.

Le manque de capacités de production de fonte, liée aux décisions prises en 2012, et l'insuffisance de production sur Dunkerque, ont entraîné des pertes de clients et des problèmes de délai et de qualité pour les sites en activité.

L'engagement de maintenir en état les hauts fourneaux (pour rappel temporairement arrêtés jusqu'à fin 2018) est violé : des pièces ont déjà été démontées pour les réacheminer dans d'autres sites.

Et pourtant, la CGT continue d'affirmer que les hauts fourneaux de Florange doivent être redémarrés, au regard des besoins d'acier en France et en Europe.

La réduction des capacités de production amènent le groupe à réduire son offre et par voie de conséquence à refuser des commandes.

A cela s'ajoutent de graves problèmes de fiabilité à Florange, comme sur les autres sites français, dus à un déficit notoire d'investissements, y compris en terme de maintenance. Une situation qui va s'aggraver suite à la décision du groupe de geler à nouveau certains investissements sur l'année 2016, et de réduire substantiellement les budgets de maintenance.

Ces décisions et leurs conséquences sont la principale raison de la chute de production d'acier en France, de l'ordre d'1 million de tonnes, constatée en 2016.

La CGT a tenu, lors de cette journée, à dresser le bilan calamiteux de la politique de Mittal depuis l'OPA de 2006, sur les aspects R&D, investissements, emploi, politique salariale, conditions de travail.

Il s'agissait également de mobiliser l'ensemble des salariés de la sidérurgie, du bassin lorrain, comme de l'ensemble du pays, pour cesser le travail et manifester le mercredi 9 novembre prochain à Bruxelles, lors d'une mobilisation européenne dans la filière.

Car la dérive constatée au sein d'ArcelorMittal se vit aussi dans d'autres groupes sidérurgiques, notamment dans la filière des aciers électriques. La restructuration annoncée chez Vallourec, et ses conséquences au sein des sites d'Asco Industries, détruit là aussi des capacités de production (2 laminaires chez Vallourec et l'aciérie des Dunes visée dans le dunkerquois) et des centaines d'emplois, alors que ce groupe a bénéficié d'une recapitalisation de l'Etat à hauteur de 250 millions d'euros au printemps dernier. Le gouvernement, en acceptant ces restructurations, en devient complice, comme chez Arcelormittal.

Personne n'est dupe sur le sens de la visite du président. A quelques mois des présidentielles, il s'agit, par la communication, de masquer l'absence d'une véritable politique industrielle.

Alstom, ArcelorMittal, Areva, Renault, PSA, ...autant de stratégies financières ayant pris le pas sur les intérêts des salariés et des populations.

Une véritable politique industrielle doit passer par des prises de participations de l'Etat dans les groupes stratégiques pour réorienter les choix, obtenir de réelles contreparties aux aides publiques, mais aussi de nouveaux droits d'intervention des salariés dans la gestion. On en est très loin aujourd'hui, et pourtant il y a urgence !

Montreuil, le 17 octobre 2016.